RCS : MARSEILLE
Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 05681
Numéro SIREN : 892 223 652
Nom ou dénomination : GROUPE IZZIE

Ce dépôt a été enregistré le 21/12/2020 sous le numéro de dépôt 27370

AUDIT
CONSULTANT

GROUPE IZZIE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
en cours de formation
Au capital de 222 000 euros
60 Rue des Vertus

Rapport du Commissaire aux Apports

(Art L.223-9 Code de Commerce)

Apports en nature des parts sociales de la SARL RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA

par

Monsieur Benjamin RAIA

CRCC
COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le futur associé unique de la société par actions simplifiée unipersonnelle « GROUPE IZZIE » en date du 1er octobre 2020, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Benjamin RAIA dans le cadre de la constitution de cette société, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L. 223-9 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet d'apport en nature, qui sera signé entre l'apporteur et les représentants de la société bénéficiaire.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et d'autre part, à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1.Contexte de l'opération

Le présent apport de parts sociales envisagé par Monsieur Benjamin RAIA, lors de la constitution de la société par actions simplifiée unipersonnelle « GROUPE IZZIE » vise à constituer une holding devant regrouper, à terme, l'ensemble des activités exercées par différentes entités qu'il détiendra ou contrôlera.

1.2. Présentation de l'opération, description des apports et de l'opération

1.2.1. Personne physique apporteuse : Monsieur Benjamin RAIA

Monsieur Benjamin RAIA, demeurant 8 Rue Granoux – 13004 Marseille, envisage d'apporter l'intégralité des 100 parts sociales qu'il détient sur la société à responsabilité limitée « RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA » (ci-après : Société dont les parts sociales sont apportées).

En rémunération de cet apport, Monsieur Benjamin RAIA recevra 100 parts sociales nouvelles de 2 220 euros de valeur nominale chacune, de la société en cours de constitution (ci-après désignée Société bénéficiaire).

Monsieur Benjamin RAIA est gérant de la société « RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA » et envisage d'être gérant associé unique de la société bénéficiaire de l'apport.

1.2.2. Société bénéficiaire : GROUPE IZZIE

Conformément au projet de statuts, il est prévu que « GROUPE IZZIE » soit une société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 222 000 euros ayant son siège social à 60 Rue des Vertus – 13005 Marseille, dont l'objet social est l'activité de holding.

Son capital sera divisé en 100 parts sociales de 2 220 euros chacune. Il sera composé de l'apport en nature représentant 100 parts sociales qui fait l'objet du présent rapport.

1.2.3. Société « RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA » dont les parts sociales sont apportées

« RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA » est une société à responsabilité limitée au capital social de 10 200 euros, dont le siège social est sis 84 Rue de Lodi – 13006 Marseille. Elle est immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 800 447 104.

Son capital, composé de 204 parts sociales de 50 euro de valeur nominale entièrement libérées est détenu par :

- Benjamin RAIA : 100 parts
- Edouard BALDO 100 parts
- Caroline BALDO 4 parts

L'objet social de la société est :

« Toute activité d'administration de biens, gérance d'immeuble, la location immobilière, le syndic de copropriété, la cession de fonds de commerce, l'administration de sociétés civiles immobilières, l'achat, la location ou sous location d'immeubles ;

Toute activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce, Conseil en immobilier. La sous-traitance du service de gestion de toutes sociétés ou de cabinets de gestion immobilière ».

La valeur d'apport par Monsieur Benjamin RAIA des 100 parts sociales de la société « RÉGIE IMMOBILIÈRE ICIMA » a été estimé à 222 000 euros.

Cet apport attribuera à l'apporteur :

- 100 parts sociales de 2 220 euros de valeur nominale chacune de la société « GROUPE IZZIE » ;

L'actif net apporté est de 222 000 euros.

Les parts sociales apportées ont été évaluées sur la base des capitaux propres de l'arrêté comptable intermédiaire au 30 juin 2020 qui s'élève à un montant de 24 282 euros, ainsi que d'un projet de cession des dites parts.

L'apport sera réalisé avec effet à la date de création de la société « GROUPE IZZIE ».
La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à la constitution définitive de la société « GROUPE IZZIE ».
Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

En exécution de la mission confiée, nous avons :

- Identifié les parts sociales apportés,
- Vérifié la pleine propriété des parts sociales apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- Vérifié que les critères d'évaluation retenus étaient objectifs et n'induisaient pas de surévaluation.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 222 000 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal à la valeur nominale des parts sociales à émettre.

Enfin, nous n'avons relevé aucun avantage particulier.

Fait à Marseille, le 18 novembre 2020
AUDIT CONSULTANT
Représentée par

David CALVET
Commissaire aux Apports

GROUPE IZZIE
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
(A ASSOCIE UNIQUE)
CAPITAL SOCIAL : 222 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 60, RUE DES VERTUS
13005 MARSEILLE
R.C.S. MARSEILLE

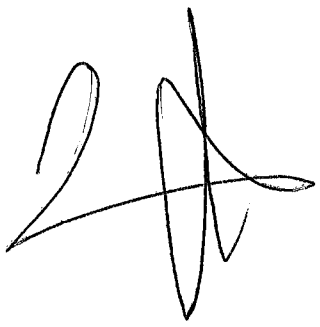
LISTE DES SOUSCRIPTEURS

NOM DES SOUSCRIPTEURS	CAPITAL VERSE (EN NATURE)	CAPITAL APPELE (EN NATURE)	NOMBRE D'ACTIONS
Monsieur Benjamin RAIA Demeurant 8, rue Granoux 13004 MARSEILLE,	222 000 euros	222 000 euros	222 000 actions
	222 000 euros	222 000 euros	222 000 actions

LISTE CERTIFIEE CONFORME PAR LE PRESIDENT ET PAR L'ASSOCIE UNIQUE

A MARSEILLE, LE 3/12/2020

Monsieur Benjamin RAIA



CONTRAT D'APPORT DE PARTS SOCIALES
A LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE « GROUPE IZZIE »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur RAIA Benjamin, Laurent, Philippe,
né le 26 mars 1987 à MARSEILLE,
de nationalité française,
demeurant 8, rue Granoux,
13004 MARSEILLE,
célibataire, non pacsé,

Ci-après dénommé « **L'Apporteur** »,

D'UNE PART,

La société « GROUPE IZZIE »,
Société par Actions Simplifiée à associé unique en cours de formation,
Au capital social de 222 000 Euros,
Dont le siège social est 60, rue des Vertus,
13005 MARSEILLE,
Représentée par son président, Monsieur Benjamin RAIA,

Ci-après dénommée « **La Société Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT ETANT AU PREALABLE EXPOSE QUE :

1 / Caractéristiques de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA dont les parts sociales sont apportées :

L'Apporteur détient dans la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA CENT (100) parts sociales sur les DEUX CENT QUATRE (204) parts sociales composant son capital social.

La société REGIE IMMOBILIERE ICIMA est une Société A Responsabilité Limitée, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

L'objet social de la société est :

> « Toute activité d'administration de biens, gérance d'immeuble, la location immobilière, le syndic de copropriété, la cession de fonds de commerce, l'administration de sociétés civiles immobilières, l'achat, la location ou sous location d'immeubles ;

RA

« Toute activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce. Conseil en immobilier. La sous-traitance du service de gestion de toutes sociétés ou de cabinets de gestion immobilière ».

Le siège social de la société est au : 84, rue de Lodi -13006 MARSEILLE.

Sa durée est de 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le numéro 800 447 104.

Son capital social s'élève à la somme de DIX MILLE DEUX CENTS EUROS (10 200 €) et il est divisé en DEUX CENT QUATRE (204) parts de CINQUANTE EUROS (50 €) chacune de valeur nominale, à savoir :

À Monsieur Benjamin RAIA, cent parts sociales en pleine propriété, Numérotées de 01 à 100, ci	100 parts
À Monsieur Edouard BALDO, cent parts sociales en pleine propriété, Numérotées de 101 à 200, ci	100 parts
À Madame Caroline BALDO, quatre parts sociales en pleine propriété, Numérotées de 201 à 204, ci	4 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	204 parts

La société clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année.

La société est dirigée par son gérant, Monsieur Benjamin RAIA.

2 / Origine de propriété des parts sociales apportées :

Monsieur Benjamin RAIA détient les parts sociales n° 1 à 100 de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA pour les avoirs souscrites à la constitution de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA en contrepartie d'apports en numéraire.

3 / Motifs et buts des apports de parts sociales / Méthode d'évaluation :

En vue de réorganiser et de structurer son portefeuille de détention de parts sociales, Monsieur Benjamin RAIA a envisagé d'apporter la totalité des parts sociales qu'il détient dans la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA à la société GROUPE IZZIE, société par actions simplifiée en cours de formation, ayant une activité de société holding.

La valeur d'apport retenue pour les parts sociales de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA a été fixée, d'un commun accord entre L'Apporteur et La Société Bénéficiaire, sans intervention du rédacteur des présentes, sur la base d'un prix par part sociale égal à DEUX MILLE DEUX CENT VINGT (2 220 €) correspondant :

- A la valeur de marché de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA, telle qu'elle résulte d'un protocole de cession, majorée de la trésorerie moyenne de ladite société, et enfin ramenée au pourcentage de détention de L'Apporteur dans la société.

Soit, une valeur globale d'apport, pour CENT (100) parts sociales de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA, fixée à la somme de DEUX CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (222 000 €) ; et cela conformément au rapport du Cabinet AUDIT CONSULTANT, sis 59, avenue André Roussin - 13016 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 353 196 827, Commissaire aux apports désigné par l'associé fondateur de La Société Bénéficiaire.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

Par les présentes, Monsieur Benjamin RAIA apporte à la société GROUPE IZZIE, qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après déterminés et lui appartenant, à savoir :

- CENT (100) parts sociales de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA ci avant désignée, numérotées de 1 à 100.

La société GROUPE IZZIE aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de la signature des statuts. Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

ARTICLE 2 – REMUNERATION DE L'APPORT

Cet apport est évalué à la somme de DEUX CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (222 000 €), soit à la somme de DEUX MILLE DEUX CENT VINGT EUROS (2 220 €) pour chacune des parts sociales apportées, et cela conformément au rapport du Cabinet AUDIT CONSULTANT, Commissaire aux apports désigné.

En contrepartie de l'apport ainsi effectué par Monsieur Benjamin RAIA, il lui sera attribué DEUX CENT VINGT DEUX MILLE (222 000) actions de la société GROUPE IZZIE, dans le cadre de la constitution de son capital social, d'une valeur nominale de UN EURO (1 €) chacune, entièrement libérées. Ces DEUX CENT VINGT DEUX MILLE (222 000) actions porteront jouissance à compter du jour de la signature des statuts de la société GROUPE IZZIE et du contrat d'apport.

ARTICLE 3 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent contrat d'apport produira ses effets dès lors :

- qu'il aura été approuvée par l'associé unique de la Société par Actions Simplifiée A Associé Unique GROUPE IZZIE et validée par la signature des statuts.

ARTICLE 4 – DECLARATIONS GENERALES

Monsieur Benjamin RAIA déclare que :

- les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement ;
- que la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA dont les parts sociales sont apportées, n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable des litiges.

ARTICLE 5 – REGIME JURIDIQUE ET DECLARATIONS FISCALES

1. **Droits d'enregistrement :**

   L'apport relaté aux présentes constitue un apport pur et simple de biens, autres que des immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèles, et sera donc exonéré de droit d'enregistrement, en application des dispositions de l'article 810 Bis du Code général des impôts.

2. **Plus-value d'apport :**

   Conformément aux articles 150-O B ter et suivants du Code général des impôts, la plus-value réalisée à l'occasion de cet apport sera soumise au régime de report d'imposition applicable en cas d'apport à une société contrôlée par l'apporteur.

   Ce report de plus-value sera alors remis en cause en cas de non-respect des conditions fixées à l'article 150 O B ter (notamment **(i)** en cas de cession ultérieure des titres reçus en rémunération de l'apport ou **(ii)** lors de la cession, du rachat, du remboursement ou de l'annulation par la société GROUPE IZZIE des titres de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA dans le délai de TROIS (3) ans à compter de ce jour (exception faite en cas de réinvestissement d'au moins 60 % du produit de la cession dans un délai de DEUX (2) ans de ladite cession conformément aux dispositions de l'art 150 O B ter I 2°du CGI)).

ARTICLE 6 – FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

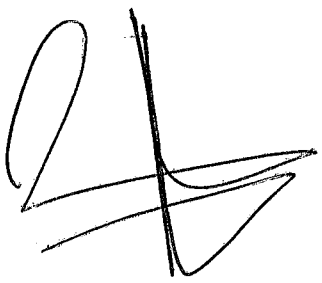
Pour tous litiges qui pourraient survenir pendant l'exécution ou à la suite des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus pour chacune d'elles.

Tous les frais, droits et honoraires relatifs aux présentes seront dus par La Société Bénéficiaire, qui s'y engage.

FAIT A MARSEILLE,
LE 31/12/2020

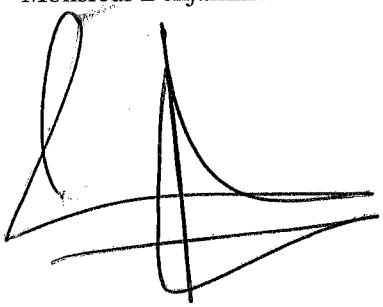
L'APPORTEUR

Monsieur Benjamin RAIA



LA SOCIETE BENEFICIAIRE

Pour GROUPE IZZIE
Monsieur Benjamin RAIA



GROUPE IZZIE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
(A ASSOCIE UNIQUE)
AU CAPITAL SOCIAL DE 222 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 60, RUE DES VERTUS
13005 MARSEILLE
R.C.S. MARSEILLE

STATUTS

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

Monsieur RAIA Benjamin, Laurent, Philippe,
né le 26 mars 1987 à MARSEILLE,
de nationalité française,
demeurant 8, rue Granoux,
13004 MARSEILLE,
célibataire, non pacsé,

A ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'IL A DECIDE D'INSTITUER.

TITRE I
FORME – OBJET – APPELLATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit :

« l'activité de holding, la détention et la prise de participation par tous moyens dans tous types de sociétés ou groupements, toutes prestations de services à toutes sociétés du groupe ;

« toutes activités de conseil et d'accompagnement aux entreprises et aux particuliers et plus particulièrement dans le domaine du secrétariat ;

« et d'une manière générale, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement,

« ainsi que la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de société en participation, d'alliance ou de commandite.

ARTICLE 3 – APPELLATION SOCIALE

La société a pour appellation sociale la dénomination suivante :

« GROUPE IZZIE »

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au :

« 60, rue des Vertus – 13005 MARSEILLE »

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires ou d'une décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

TITRE II
APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – APPORTS

Il est apporté à la société à sa constitution les apports en nature suivants, à savoir :

Par Monsieur Benjamin RAIA, soussigné, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière :

- **Désignation :** La pleine propriété de CENT (100) parts sociales de la société REGIE IMMOBILIERE ICIMA, SARL au capital social de 10 200 €, dont le siège social est au 84, rue de Lodi - 13006 MARSEILLE, immatriculée au R.C.S. de MARSEILLE sous le numéro 800 447 104.

- **Evaluation :** L'ensemble des CENT (100) parts sociales apportées est estimé à la somme de DEUX CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (222 000 €).

  L'évaluation des apports ci-dessus désignés a été faite au vu du rapport du cabinet AUDIT CONSULTANT, sis 59, avenue André Roussin - 13016 MARSEILLE, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 353 196 827, Commissaire aux comptes inscrit désigné par l' associé fondateur.

- **Rémunération de l'apport :** En rémunération de l'apport en nature ci-dessus désigné et évalué à la somme totale de DEUX CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (222 000 €), Monsieur Benjamin RAIA se voit attribuer DEUX CENT VINGT DEUX MILLE (222 000) actions d'un montant nominal de UN EURO (1€) chacune, dont la valeur correspond au montant de l'évaluation de son apport, étant précisé que les parts sociales apportées sont des

biens propres de Monsieur Benjamin RAIA, et que les actions remises en échange sont en conséquence des biens propres de la même façon.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (222 000 €)** et il est divisé en **DEUX CENT VINGT DEUX MILLE (222 000) actions de UN EURO (1 €)** chacune, intégralement libérées, de même catégorie, souscrites en totalité par l'associé unique.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires prise dans les conditions prévues aux statuts.

En cas de pluralité d'actionnaires, ceux-ci peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Toujours en cas de pluralité d'actionnaires, en cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

TITRE III
ACTIONS SOCIALES – TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 – MODALITE DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.
L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 11 – CESSION DES ACTIONS – DROIT DE PREMPTION

Les cessions d'actions consenties par l'associé unique sont libres.

Si la société vient à comporter deux ou plusieurs actionnaires, les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions et au droit de préemption s'appliqueront de plein droit, à savoir :

1° Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2° L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de deux mois à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions, dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession.

3° Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de deux mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visé au 2° ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4° A l'expiration du délai de deux mois visé au 2° ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leurs participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

5° En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 15 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

ARTICLE 12 – AGREMENT

1° Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2° La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3° La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande visée au 2° ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4° Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 15 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles ci-dessus sont nulles.

ARTICLE 14 – MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ACTIONNAIRE

1° En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du code de commerce du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts.

2° Dans les 15 jours de la réception de la notification visée au 1° ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréer le changement de contrôle.

3° Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 15 – EXCLUSION

En cas de pluralité d'actionnaires, est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société actionnaire,
- violation des statuts,
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société,
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique de tous les autres actionnaires ,
- lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 15 jours à compter de l'exclusion, aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 10 jours de la décision de fixation du prix.

ARTICLE 16 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

TITRE IV
MANDATAIRE SOCIAUX – COMMISSAIRES AUX COMPTES – CONVENTIONS - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 – PRESIDENT – DIRECTEUR GENERAL

17. 1 – PRESIDENT

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou pas de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le premier président de la société est :

Monsieur RAIA Benjamin, Laurent, Philippe,
né le 26 mars 1987 à MARSEILLE,
de nationalité française,
demeurant 8, rue Granoux,
13004 MARSEILLE,
célibataire, non pacsé,

Le président est nommé sans limitation de durée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les associés ou l'associé unique deux mois au moins à l'avance.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires ou par une décision de l'actionnaire unique. Elle peut être ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

17.2 – DIRECTEUR GENERAL

La société peut être représentée à l'égard des tiers, par un directeur général, personne physique ou morale, associé ou pas de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de directeur général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le directeur général est nommé sans limitation de durée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les associés ou l'associé unique deux mois au moins à l'avance.

Le directeur général représente la société à l'égard des tiers et dispose des mêmes pouvoirs que le président.

Comme le président, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une telle preuve.

La rémunération du directeur général est fixée par une décision collective des actionnaires ou par une décision de l'actionnaire unique. Elle peut être ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le directeur général est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRE(S) AUX COMPTES

L'actionnaire unique ou les actionnaires peuvent nommer un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes dans les conditions légales et statutaires.

Sont tenus de désigner un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en conseil d'Etat : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiée qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L 233-16, une ou plusieurs sociétés ou qui sont contrôlées au sens des mêmes II et III par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Conformément aux dispositions légales, un commissaire aux comptes suppléant peut être nommé. En cas de nomination, le commissaire aux comptes suppléant est désigné en vue de remplacer le titulaire en cas de décès, d'empêchement, de démission de celui-ci.

Le(s) commissaire(s) aux comptes effectue(nt) les vérifications et contrôles et établissement les rapports prévus par la loi. Leurs attributions sont fixées par la loi.

La rémunération d'un commissaire aux comptes est fixée suivant les modalités réglementaires en vigueur.

Tout commissaire aux comptes de la société est désigné pour une durée de six exercices.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser les commissaires aux comptes s'il y a lieu, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce, et ceci dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions.

Les commissaires aux comptes, s'il y a lieu, ou, si la société n'a pas procédé à la désignation de commissaire aux comptes, le président, présentent à la collectivité des actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote et ses voix n'étant pas prises en compte dans le calcul de la majorité.

Par dérogation aux dispositions de cet article, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et le dirigeant ou actionnaire concerné.

Conformément à l'article L 227-11 du code de commerce, les conventions conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes s'il y a lieu. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Enfin, les interdictions prévues à l'article L 225-43 s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

ARTICLE 20 – DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

1° DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Nomination et révocation du président,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Dissolution et liquidation de la société,
- Augmentation et réduction du capital,
- Fusion, scission et apports partiel d'actifs,
- Transfert de siège social autre département non limitrophe,
- Toutes modifications statutaires.

Les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

2° DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision mentionnant la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L 227-19 du code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées dans les conditions suivantes :

➢ Décisions prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Nomination, révocation, rémunération du président et du directeur général,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Transfert de siège social autre département non limitrophe.

➢ Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés :

- Dissolution et liquidation de la société,
- Augmentation et réduction du capital social,
- Fusion, scission et apport partiel d'actifs,
- Agrément des cessions d'actions,
- Exclusion d'un actionnaire,
- Toutes modifications statutaires.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises aux choix du président en assemblée ou par consultation. Elles peuvent également s'exprimer dans un acte unanime signé par tous les associés.

Tous moyens de communication –vidéo, télécopie, etc.- peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit sont président. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est faite valablement par le liquidateur.

TITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 21 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il commence le 1er Janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 22 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte.
- Toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde, augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être en totalité ou en partie réparti aux actions à titre de dividendes, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition, pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéficie distribuable.

ARTICLE 23 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 24 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, dans le respect des droits et prérogatives attachés à chaque catégorie d'actions, le cas échéant.

Les pertes s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

ARTICLE 25 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre « utile » sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de un mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs en en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

ARTICLE 26 – ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté à l'actionnaire, ledit état étant annexé aux présents statuts.

ARTICLE 27 – PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original d'une copie ou d'un original des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

FAIT EN TROIS (3) ORIGINAUX
A MARSEILLE, LE 31/12/2020

LE PRESIDENT ET ASSOCIE UNIQUE

Monsieur Benjamin RAIA

